

Le pire des scénarios est en train de se matérialiser

Interview de Klaus Schmidt-Hebbel, économiste en chef de l'OCDE, *Libération*, 4 mars 2009

Le FMI a taillé fin janvier dans ces prévisions 2009, tablant sur une récession de - 2 % pour les pays riches. Vous allez revoir ces prévisions à la baisse ?

On vit des temps extraordinaires, version négative. Oui, cette crise d'une gravité sans précédent depuis plusieurs générations sera bien plus profonde et plus longue que ce que prévoyait le FMI en janvier, à tous les niveaux. La récession va s'aggraver. Et ce trimestre sera probablement le pire de tous...

Il y a trois mois, vous disiez que la crise était d'une magnitude jamais vue depuis les années 80. Trop optimiste ?

On parlait à l'époque d'une récession modérée, même si l'on redoutait une aggravation rapide de la crise. Le pire des scénarios est en train de se matérialiser. Là, la récession va atteindre - 5 %, - 6 % dans des pays de l'OCDE. Ce qui sera pire que 1946, pire que 1961, pire que 1982, pire que 1991. Mais moins pire que la Grande Dépression. A l'époque, le PIB des pays riches avait perdu entre 15 et 20 % de croissance entre 1929 et 1933. Les gouvernements et les banques ont répondu, cette fois, de façon coordonnée à la magnitude du séisme, évité une crise systémique et lancé des premiers plans de relance.

Des plans qui donnent l'impression de courir en permanence après la crise...

On est en train de les étudier, car des pays y ont recyclé des mesures anciennes. Nous, on préconise un plan réel de relance en moyenne de 3 % du PIB dans les pays de l'OCDE. C'est beaucoup. Cela provoquera une hausse des déficits publics de 3 %, voire de 6 % puisqu'il faut intégrer la détérioration des recettes fiscales, la hausse des indemnités chômage, etc. Si on va jusqu'à 5 % du PIB, les dettes publiques grimperont de 10 %. Pas sûr que les marchés veuillent financer des Etats à la dette déjà importante, comme l'Italie, qui a 105 % du PIB de dettes publiques. La France peut davantage se le permettre, le Canada, encore plus. Tout dépend des pays, en somme.

L'hypothèse de faillites d'Etat vous semble-t-elle plausible ?

Le marché nous dit, pour l'instant, que des pays comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France ne peuvent pas être en faillite. Les taux d'intérêts de remboursement de leur dette restent encore plutôt bas. Mais ils augmentent. Les CDS [*"credit default swaps", dérivés de crédit grâce auxquels les banques s'assurent contre le risque de défaut de leurs débiteurs, ndlr*] à cinq ans sur la dette allemande est monté à un record de 80 points. Et c'est pire pour l'Espagne, la Grèce, l'Italie. Quant aux Etats-Unis, leur dette est moindre, mais le formidable déficit budgétaire a de quoi inquiéter.

Vous flinguez les aides sectorielles, comme celle de la France à l'automobile.

Oui : elles sont non seulement injustes, mais inefficaces. Sur quelle base aide-t-on l'automobile plutôt que le bâtiment, ou les réfrigérateurs ? Tous les secteurs sont frappés par la récession, non ? Et dans certains cas -je ne parle pas de la France - on supporte une industrie en déclin depuis une décennie. C'est de la perfusion en pure perte. Et puis ces secteurs, contrairement au secteur bancaire, n'ont pas une importance systémique : leur chute ne provoquerait pas l'effondrement de l'économie.

Mais que faut-il faire alors, laisser tomber des pans entiers de l'économie ?

Il faut, au contraire, lancer des réformes qui peuvent avoir un double dividende : des effets à court et à long terme. Comme l'augmentation des dépenses d'infrastructures pouvant vite démarrer, notamment dans l'éducation ; la hausse des dépenses de programmes de formation pour anticiper l'amélioration du marché du travail ; la réduction des impôts sur le revenu des bas salaires pour doper la consommation à court terme ; la levée des restrictions à l'entrée des frontières sur des produits pour stimuler la concurrence.

Comment pouvez-vous dire que 86 % de vos préconisations de réformes de l'an passé, notamment sur la dérégulation du marché du travail, restent valables, alors qu'à part les paradis fiscaux, vous n'avez rien vu venir sur l'impact de la dérégulation des marchés financiers ?

On a sous-estimé l'imbrication des marchés financiers et l'incapacité des structures de régulation et de supervision. Faible consolation : aucune institution ou gouvernement n'avaient anticipé un tel effondrement. On avait fustigé les dérives de la titrisation et les mécanos financiers, mais c'est vrai, on peut faire un peu d'autocritique. On va beaucoup apprendre de cet échec.

PS. une autre citation de Klaus Schmidt-Hebbel, « La débâcle dans le secteur financier ne remet pas en question les effets bénéfiques des réformes recommandées des marchés de produits et du marché du travail ».
http://www.oecd.org/document/29/0,3343,fr_2649_34487_42256477_1_1_1_1,00.html